



santé
famille
retraite
services

INCLUSION & RURALITÉ

Le mémento 2021-2024



- **3 ans de programme**
- **35 projets inclusifs accompagnés**
- **10 enseignements clefs**

INCLUSION
& RURALITÉ

Le memento
2021-2024

Introduction

Dans le Lot-et-Garonne, une plateforme logistique spécialisée dans le mobilier professionnel de seconde main équipe tous les bureaux de la région.

Du côté d'Issoire, un bus-épicerie-services fait le tour des villages pour rencontrer les habitants. Dans les Ardennes, un garage solidaire permet d'entretenir sa voiture à moindre coût. En Sud-Isère, un atelier-menuiserie valorise le bois de palettes... Depuis 3 ans, sur l'ensemble des territoires ruraux français, 35 projets partagent les mêmes valeurs et les mêmes idées, faire de l'inclusion le ferment d'une société plus juste et harmonieuse, en s'appuyant sur des activités à fortes valeurs ajoutées, sociales et environnementales.

Ces projets qui façonnent le monde de demain et redynamisent nos campagnes ont bénéficié pen-

dant 3 ans du dispositif Inclusion & Ruralité initié par la Mutualité Sociale Agricole avec ses partenaires et le soutien du ministère du Travail.

L'idée de ce programme innovant a germé dans les couloirs de la MSA et dans le bureau de Thibaut Guilluy, alors Haut-commissaire à l'Emploi et à l'Engagement des entreprises, en 2020. L'insertion est difficile en milieu rural ? Les filières agricoles manquent de main d'œuvre ? Il y a des zones blanches non couvertes par des structures inclusives ? Les caisses MSA sont sollicitées de manière éparse pour aider financièrement



des projets ? Qu'à cela ne tienne, la MSA décide de faire de ces problèmes une solution grâce à un programme qui aborde toutes ces thématiques. C'est ainsi qu'est né Inclusion & Ruralité avec l'objectif, bien au-delà du seul financement d'amorçage, d'outiller, d'accompagner les structures lauréates dans le développement et l'essaimage de leurs solutions.

La MSA s'est appuyée sur son réseau associatif national, Laser Emploi, à qui elle a confié le déploiement et le pilotage d'Inclusion & Ruralité.

Ainsi, durant 3 ans, les lauréats ont bénéficié d'un accompagnement individuel et collectif spécialisé opéré par makesense, d'un soutien financier direct et d'une contribution de la MSA dans l'organisation globale du programme et d'une étude d'impact menée par le Laboratoire E&MISE (Evaluation & mesure d'impact social et environnemental) de l'ESSEC.

Trois ans plus tard, qu'en est-il ? Les graines semées ont-elles poussé ? Les résultats sont très encourageants. Plus de 30 structures ont réussi à s'ancrer et se développer, des liens forts se sont tissés entre les porteurs de projets et les territoires ont retrouvé une certaine vitalité.

Aussi, pour faire fructifier cette initiative, ce mémento Inclusion & Ruralité se penche sur les ingrédients



du succès et les pré-requis pour qu'une telle initiative puisse essaimer ailleurs.

Cet ouvrage est la mémoire de 36 mois d'expérimentations, un guide des 10 principaux enseignements et un recueil de

témoignages de porteurs et porteuses de projet engagé(e)s.

Pour qu'à l'avenir, l'inclusion pousse partout et aussi bien que les fleurs des champs.

Les 10 enseignements en un clin d'œil

1_ Enseignements concernant le montage du programme

Enseignement n°1 Le triptyque accompagnement + mesure d'impact + financement crée un dispositif solide et innovant

Enseignement n°2 Une bonne articulation avec la MSA permet de faciliter grandement le développement des projets

Enseignement n°3 Le collectif est indispensable pour faire vivre un programme entrepreneurial

Enseignement n°4 La complémentarité entre les accompagnements locaux et nationaux est souhaitable et nécessaire

2_ Enseignements sur les structures accompagnées et leur développement

Enseignement n°5 La coopération permet de mieux aborder les enjeux liés aux spécificités rurales

Enseignement n°6 L'hybridation des ressources rend les structures plus fortes et résilientes dans un contexte difficile

Enseignement n°7 Le soutien des acteurs locaux est un gage de réussite

Enseignement n°8 Les équipes encadrantes sont les piliers des dispositifs d'insertion, il faut les choisir avec soin

3_ Enseignements sur l'impact social et environnemental des structures

Enseignement n°9 Le fait de se saisir d'activités à forte utilité sociale comme supports d'activités renforce la pertinence de l'IAE

Enseignement n°10 Sur les territoires, les structures inclusives ont un impact fort sur la cohésion territoriale



Enseignements concernant le montage du programme

Enseignement n° 1

Le triptyque accompagnement + mesure d'impact + financement crée un dispositif solide et innovant

Le projet Inclusion & Ruralité a été imaginé dès le départ pour permettre d'aller au-delà du seul accompagnement financier. Ainsi, il a été conçu pour être porté et mis en œuvre par trois partenaires aux compétences et expertises complémentaires : la MSA pour sa connaissance territoriale et le maillage de son réseau, son implication historique dans le soutien aux projets inclusifs et sa capacité de financement, makesense pour sa capacité à accompagner des entrepreneurs sociaux, et le Laboratoire E&MISE (Évaluation & mesure d'impact social et environnemental) de l'ESSEC pour son expertise sur la mesure d'impact. "Dès le début, nous avons été dans



la co-construction des programmes, explique Clara Cohade, cheffe de projet au Labo de l'ESSEC. Nous étions dans une posture de partenaires, pas de prestataires. Par ailleurs, le ministère du Travail a été un partenaire en appui du pro-

gramme pour le faire connaître auprès de ses services déconcentrés et ainsi faciliter l'accès aux dispositifs de financements de droit commun pour les lauréats."

Pour travailler étroitement ensemble, une gouvernance ad hoc a été mise en place. Un comité de pilotage avec les trois structures et les financeurs (DGE-FP, AG2R, Agrica) s'est réuni une fois par semestre pour évaluer les avancées du programme. Tous les mois, des réunions de coordination avec les chargés de mission des trois entités se sont tenues pour se coordonner et dérouler le projet. "C'était dense, explique Clara, mais ça nous a permis d'être bien au courant de ce qui est fait de part et d'autre et d'avoir une bonne compréhension de ce qui était mis en œuvre par chacune des structures."

L'objectif de cette gouvernance était bien celui-là : fluidifier les échanges et créer de la complémentarité dans les modes d'accompagnement plutôt que d'ajouter de nouvelles couches de complexité. "Souvent, l'accompagnement, le soutien financier et la mesure d'impact sont trois chantiers distincts portés par des acteurs qui ne se parlent pas forcément, souligne Clara. Ici c'était tout l'inverse."



Les experts de la mesure d'impact du Labo ESSEC ont, en temps réel, évalué l'impact du programme Inclusion & Ruralité lui-même en interrogeant les parties prenantes prioritaires identifiées en amont (lauréats, salariés en insertion, acteurs des territoires). Dans une démarche de recherche-action et de capitalisation, à l'aune de ces résultats, certaines actions d'accompagnement ont été redéfinies.

"L'idée c'était aussi de dégager des bonnes pratiques pour que ce programme puisse être reproductible. C'est d'ailleurs tout l'objet de ce document et du rapport final du Labo E&MISE," conclut Clara.

Pour la 2ème édition lancée en 2024, Inclusion & Ruralité 2, les trois partenaires cherchent des financements conjointement, preuve que ce triptyque fonctionne et garantit toujours plus d'impact positif sur les territoires.

“Tout ce dispositif c’est du boulot mais jamais du temps perdu”

Au cœur des Ardennes, dans une zone blanche en termes d’inclusion, le centre social FJEPCS, a développé des chantiers d’insertion autour du transport à la demande, de la livraison à domicile, des métiers du service à la personne, d’un atelier vélo et d’un garage solidaire. Il est passé de 1 à 45 salariés en 3 ans. En 2024, une nouvelle association, la Routourne, a été créée pour accueillir ces chantiers. Son directeur, Romain Discrit, raconte.

“Les trois accompagnements MSA/makesense/Labo de l’ESSEC ont été parfaitement complémentaires, ça nous a permis de faire un grand pas en avant. Le financement de la MSA, 100 000 euros sur trois ans, a rassuré nos partenaires, eu un effet levier sur les autres financements et nous a permis de financer de l’investissement ou du fonctionnement selon les

moments et les besoins. C’était précieux d’avoir cette souplesse.”

Romain, qui se considère plus éducateur spécialisé qu’entrepreneur - “en communication et commercial j’étais vraiment au niveau zéro” - a également appré-

cié de se faire accompagner sur les aspects économiques et marketing par makesense. “Je parlais de loin et j’ai largement progressé. Je suis un peu plus aguerri en tant qu’entrepreneur aujourd’hui.”



passé pas mal de temps à construire les grilles. J’avais des a priori sur ce dispositif mais ma vision a évolué au fil des mois. Et puis, j’ai eu la chance d’avoir une personne sur le sujet pendant les 3 années, d’abord en stage puis en alternance. Si je n’avais pas eu cette ressource je n’aurais pas pu mener à bien toute cette partie pourtant très importante pour les partenaires. Le logo ESSEC sur nos bilans, ça en jette !”



“Les 3 types d’accompagnements, tout à fait complémentaires, et l’implication du directeur dans ces différents domaines de compétences m’ont permis d’assister au cours de ces trois années à une remarquable évolution et se sont révélés indispensables à l’actuel succès du projet. Une belle expérience !”

**Gina Laplace, agent de développement social,
MSA Marne-Ardennes-Meuse**

Enseignement n° 2

Une bonne articulation avec la MSA permet de faciliter grandement le développement des projets

Dès son origine, Inclusion & Ruralité, porté par la MSA, qui en a défini les contours au niveau de la Caisse Centrale avec le ministère du Travail et le Haut-commissariat à l'Emploi et à l'Engagement des entreprises, a choisi les 35 lauréats à accompagner parmi les 195 dossiers déposés et s'est engagé à soutenir financièrement et humainement les projets retenus. *"Dans le dispositif, les caisses locales devaient également abonder à la même hauteur que la Caisse centrale, explique Pascale Aubert, animatrice de territoire Ouest Charente et Haute-Saintonge à la MSA des Charentes. Cette implication importante tant au niveau financier qu'humain a été clé dans la réussite du programme."*

En effet, pour chacun des 35 projets retenus, un référent MSA a été désigné et



a consacré entre 5 à 10% de son temps et de son énergie au porteur de projet. Cet accompagnement a notamment permis de faire connaître les différents services de la MSA aux lauréats et d'ouvrir les portes pour qu'ils puissent en profiter : assurance maladie, prestations familiales, prévention des risques professionnels, action sanitaire et sociale... *"Pour un projet qui avait surtout besoin de visibi-*

lité, on a notamment travaillé avec le service communication de la caisse locale, rapporte Pascale. On a réalisé un film sur le lauréat, organisé une campagne presse..."

Ce sont aussi les services chargés de l'évaluation des risques professionnels qui ont été sollicités pour choisir les bons équipements de protection individuelle, se former aux gestes et postures en viticulture...

Au final, la plupart des projets ont pu accéder à une dizaine de services différents de la MSA.

Les élus MSA ont également été mis à contribution. Pour chaque projet, des élus de la commission d'action sanitaire et sociale ont validé le soutien local et pour certains projets, des élus ont été désignés pour suivre chacun des lauréats, comprendre leurs besoins et les accompagner en pair à pair. Un accompagnement précieux au vu de leur connaissance du terrain et de l'environnement local ainsi que de leur réseau professionnel. *"Chez nous, certains élus étaient aussi présidents du Rotary club, ça a permis d'ouvrir des portes, précise Pascale. En tant qu'habitants et professionnels du territoire, ils ont pu jouer un rôle aussi dans ce cadre-là."*

De ce fait, les porteurs de projet ont eu plus facilement accès à d'autres structures, celles portées par les élus qui ont sou-

vent d'autres fonctions en dehors de la Mutualité Sociale Agricole mais aussi celles des acteurs avec lesquels la MSA a naturellement tissé des liens au fil des années. Parmi ces derniers, les services de l'emploi et de la formation ont été associés au programme et ont donné leurs avis sur les dossiers déposés. *"On sait exactement auprès de quel intermédiaire il faut se renseigner pour maintenir des droits par exemple et fluidifier les parcours des personnes accompagnées,"* précise Pascale.

Si tout ce dispositif a bien fonctionné c'est aussi grâce à l'implication des référents MSA qui ont ouvert leurs réseaux pour favoriser l'ancrage territorial, ont accompagné les projets avec passion et professionnalisme et y ont consacré du temps. *"De mon côté, ça m'a permis de découvrir aussi d'autres compétences, d'autres manières de fonctionner, c'était très enrichissant,"* conclut Pascale.



“C’est simple, sans la MSA on ne serait plus là”

Premier projet d’insertion professionnelle de l’Ouest Limousin spécialisé en maraîchage biologique, le Comptoir Fraternel a failli mettre la clé sous la porte il y a quelques mois. Grâce à la MSA, depuis un an, l’association redresse la barre. “On se situe dans une zone plus que rurale, entre Limoges, Périgueux, Angoulême, s’amuse Bernard Mosser, qui a repris la présidence de l’association début 2023. La première ville est à 50 minutes

de voiture. Notre projet a connu de nombreux déboires à cause d’une gestion antérieure trop peu rigoureuse et d’une météo qui ne nous a pas facilité la tâche. Fin 2022, nous étions au fond du gouffre.

L’année suivante, nous avons tout mis à plat et changé la gouvernance de l’association. La MSA nous a soutenus sans faille. Deux assistantes sociales de la Caisse du Limousin, dont la référente locale MSA du pro-

gramme Inclusion & Ruralité, sont venues en aide sur les questions de personnel. Elles sont également intervenues auprès du contentieux de la MSA pour qu’ils laissent du temps au projet. Et puis il y a eu cette réunion magique. L’équipe Inclusion & Ruralité et la MSA ont organisé début février une réunion pour évoquer la situation et présenter un plan de sortie avec des représentants de la Préfecture, du Département, de la Région, d’INAE, de BGE



(qui porte le DLA sur le territoire).

L’idée était de nous permettre de regagner la confiance des organismes publics qui nous avaient subventionnés. Ça a plus que fonctionné. Nous avons obtenu une subvention de trésorerie de la Région (on avait 3 jours pour présenter le dossier à la présidence de la Région), ce qui a été un formidable bol d’air pour nous remettre à flot,

payer les cotisations salariales et mettre en œuvre un plan de paiement sur 3 ans pour les cotisations patronales. L’État a mis le complément. Tout ce dispositif nous a sauvé la mise. Aujourd’hui, on a réussi à doubler le chiffre d’affaires de 2023 par rapport à 2022. On est sur la bonne voie.”

“La valeur ajoutée du guichet unique MSA a permis de mobiliser une boîte à outils opérante dans l’accompagnement du porteur de projet dans toutes ses demandes. Le binôme “référentes” a été un atout essentiel pour mettre de l’huile dans le système afin d’actionner et d’orienter les bons leviers en fonction des évènements.”

Adeline Planchat, conseillère agricole et Stéphanie Beillot, assistante sociale, MSA du Limousin.

Enseignement n° 3

Le collectif est indispensable pour faire vivre un programme entrepreneurial

Depuis son origine, le programme Inclusion & Ruralité a été bâti sur un principe fondamental : le collectif. Cela en fait toute sa force et sa pertinence pour plusieurs raisons, dont la première est structurelle. Les entrepreneurs sociaux en milieu rural sont pour la plupart isolés, loin d'autres porteurs de projets, parfois seuls dans un département.

Ce programme, en rassemblant 35 lauréats sur toute la France, crée une communauté d'idées et de pratiques et permet à tous de prendre de la hauteur.

Cet espace favorise aussi l'entraide, le partage entre pairs, développe un sentiment d'appartenance et donne espoir et énergie. Faire partie de ce collec-

tif, c'est appartenir à la même famille, se soutenir, s'entraider, se conseiller, se nourrir des expériences des uns et des autres pour repartir plus fort.

Pour rendre fertile ce collectif, il ne suffit pas d'agréger des personnes qui partagent les mêmes problématiques, il faut aussi l'animer, le faire vivre. En trois ans, le pro-



gramme a imaginé de nombreux temps forts. Quatre séminaires annuels ont été organisés pour créer du lien entre les lauréats grâce à des temps d'échanges, de partage et de rencontres. Les ateliers d'intelligence collective ont permis à chaque structure de trouver des réponses à des problématiques identifiées, de faire émerger des propositions communes, de s'enrichir des retours d'expériences et de co-construire des outils collectifs (il existe désormais un annuaire partagé des partenaires financeurs de l'insertion par l'activité économique par exemple). Ces séminaires ont aussi été l'occasion de célébrer les succès, de suivre les évolutions, de partager les échecs. *“Ces séminaires sont des vrais temps de cohésion entre participants pour créer du lien et créer une dynamique collective : on y parle de ses réussites comme de ses difficultés, on échange sur des enjeux communs et on se serre les coudes,”*

rappelle Tiphaine Léger, coordinatrice du projet chez makesense.

Deux tiers des porteurs de projet disent avoir bénéficié de partage de bonnes pratiques de la part d'autres lauréats.

Données extraites du rapport intermédiaire d'évaluation d'impact social du programme

Pour éprouver le collectif sur le terrain, trois journées en immersion chez des lauréats ont également été mises en œuvre pour donner à voir une autre facette des projets, provoquer quelques déclics chez certains et initier des collaborations. Enfin, les 30 formations en ligne en plus petits effectifs proposées tout au long du programme ont permis d'approfondir des sujets plus techniques.

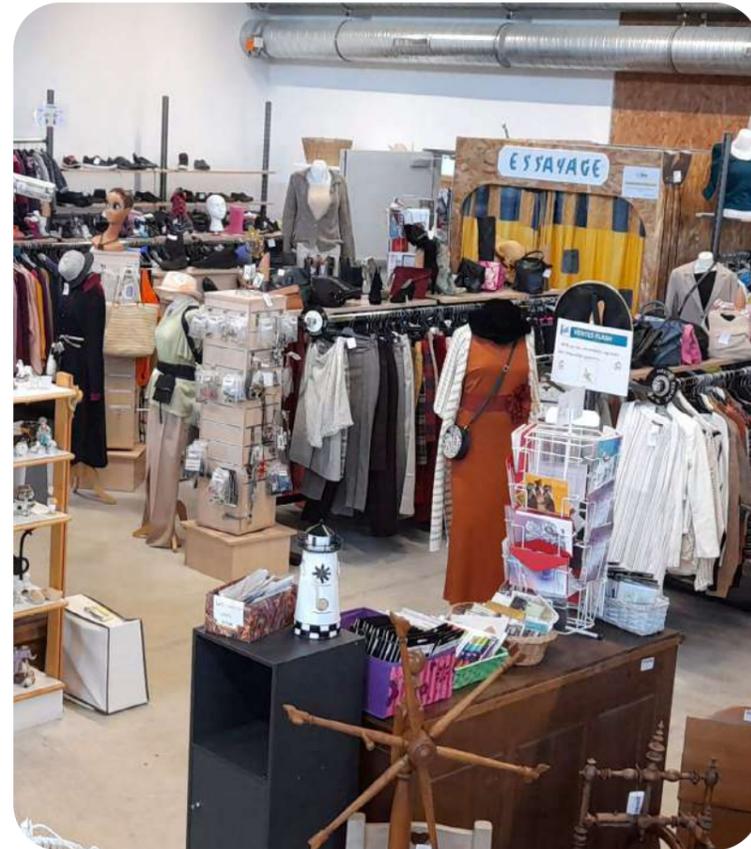
“Il est important de créer de la confiance dans un collectif, de permettre à

chacun de se sentir chez lui, à sa place, explique Tiphaine. Une attention particulière a été mise dès le début du programme pour créer des bases saines et solides au sein de cette communauté. Nos partis pris : de la confiance, de la convivialité et de l'authenticité, ingrédients essentiels pour une communauté d'entraide et des liens sincères et vivants. On se dit les choses, on demande des retours, on adapte ce qu'on propose en fonction des envies et des besoins.”

Aujourd'hui, le résultat est là ! Selon le rapport intermédiaire d'évaluation d'impact du programme, plus des trois quarts des lauréats ont le sentiment de faire partie d'une communauté au sein d'Inclusion & Ruralité, alors qu'ils étaient moins de deux tiers à avoir le sentiment de faire partie d'une communauté au sein des structures d'insertion avant d'entrer dans le programme.

“Ce collectif, ça nous permet de relever la tête et de voir plus loin”

À moins de 20 kilomètres de la Suisse, loin des centres urbains, la recyclerie citoyenne Re-bon à Maïche (dans le Doubs) revalorise ce que la société jette au rebut. Les objets sont recyclés au lieu d'être jetés, les personnes éloignées de l'emploi retrouvent travail et dignité et les habitants sont sensibilisés à la valorisation des déchets. Céline Renaud, directrice de Re-bon, témoigne de l'intérêt de ce programme collectif. *“Même s'ils ne viennent pas des mêmes territoires, tous les lauréats d'Inclusion & Ruralité ont un point commun : ils sont tous à l'origine d'un projet social. De ce fait, nous avons tous les mêmes problématiques, les mêmes enjeux et difficultés. Ce réseau nous permet d'échanger entre pairs, de sortir la tête du guidon ce qui est aussi rare que précieux*



dans nos structures. Ces rencontres régulières nous donnent de l'énergie et des idées, c'est très constructif. J'échange désormais directement avec d'autres porteurs de projet qui partagent le même domaine d'activités. Ça nous permet

de nous poser les bonnes questions, de hiérarchiser les priorités, d'apprendre aussi à lever le pied (c'était la grosse problématique) et de mettre en ordre ce qu'il y a à faire évoluer.”

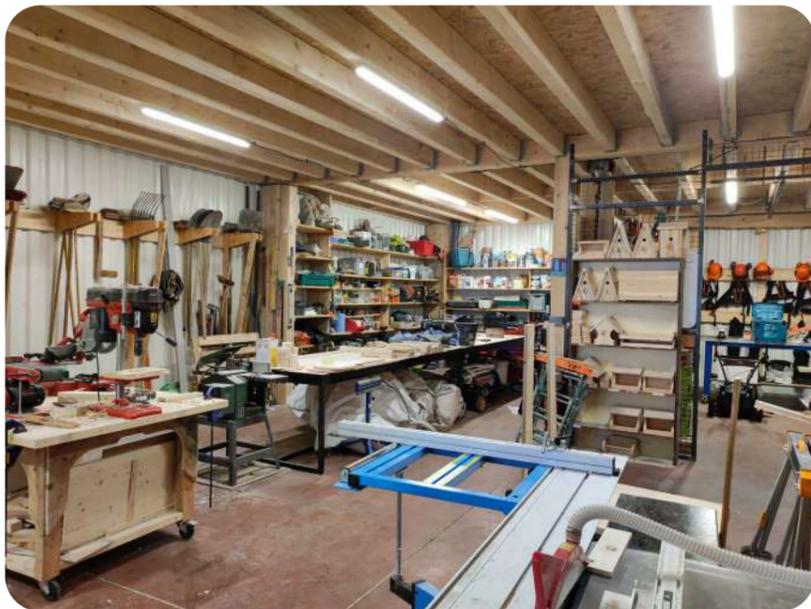


“La force du collectif dans le programme Inclusion & Ruralité m'a impressionnée. Les lauréats échangent des bonnes pratiques... et c'est également le cas pour les référents. Appartenir à ce programme offre une perspective globale de son impact et renforce la solidarité entre ses acteurs.”

Laura Bourdin, chargée de mission, service Action Sanitaire et Sociale de la MSA Franche-Comté

Enseignement n° 4

La complémentarité entre les accompagnements locaux et nationaux est souhaitable et nécessaire



Pour mieux accompagner des porteurs de projet répartis sur l'ensemble du territoire, vaut-il mieux privilégier un accompagnement national ou local ? Pour la première édition du programme Inclusion & Ruralité, l'accent a été mis sur un accompagnement individuel porté par deux structures nationales, makesense sur la partie entrepreneuriale

et l'ESSEC sur la mesure d'impact social.

A ce sujet, la mesure d'impact intégrée dès le début du dispositif a permis aux porteurs de projet de s'approprier les méthodes d'évaluation et de les intégrer dans leur plan d'action. En y pensant dès le début, cela leur a donné les clés pour identifier les indicateurs phares à met-

tre en avant auprès des financeurs potentiels. Pour ce faire, le Labo E&MISE a organisé des sessions collectives de formation et de travail autour de la théorie du changement et de la construction d'un référentiel d'impact commun, et des points de suivi individuels pour accompagner les lauréats dans le déploiement de leur évaluation d'impact.

Quant à makesense, l'objectif principal était d'aider les projets en phase de création à se structurer, à trouver leurs propositions de valeurs, à définir leur modèle économique, à poser les bonnes fondations.

"Nous avons assuré un suivi régulier avec chaque lauréat pour échanger sur ses avancées, identifier les difficultés rencontrées, le mettre en relation avec les bons experts pour trouver



des réponses concrètes à ses besoins," explique Tiphaine Léger, coordinatrice du projet chez makesense.

Parmi les mentors particulièrement sollicités, Omar Bendjelloun, expert en financement et en modèle économique, a permis aux porteurs de projet de partir sur des bases solides. Le spécialiste a créé et développé des outils financiers clé en main, a conseillé sur la formation des prix des prestations proposées, a redéfini les modèles économiques...

Sur un tout autre registre, Loan Cong, spécialisée sur le bien-être entrepreneurial, a formé les entrepreneurs sur les sujets de santé mentale, de charge de travail, de gestion du stress quand Lauren Miller leur a donné les outils pour construire une communauté engagée autour de leur projet.

"En phase de création, l'accompagnement national a permis aux entrepreneurs de se concentrer sur les différentes étapes nécessaires pour monter et structurer leur projet. Nous étions

dans une posture de pure expertise sans interférence avec une quelconque implication locale, explique Tiphaine. Les lauréats ont apprécié d'avoir des interlocuteurs neutres et indépendants pour se concentrer sur les aspects techniques de leur projet."

Lorsque le projet est davantage structuré, l'accompagnement territorial est recommandé pour tenir compte des spécificités territoriales, développer les bons partenariats, tisser des liens. C'est dans cet objectif qu'ont été organisées, la dernière année du programme, trois rencontres inspirantes autour de la coopération dans les territoires avec les référents de la MSA. Celles-ci ont permis aux acteurs en présence de s'identifier, d'imaginer ensemble des collaborations, de créer des premiers ponts.

Pour aller plus loin dans Inclusion & Ruralité 2, l'accent sera davantage mis sur l'accompagnement local. Les projets lauréats seront en phase de consolidation et auront à résoudre des enjeux davantage liés à leur implantation territoriale.

L'accompagnement sera assuré par les CRESS, France Active, des incubateurs régionaux et des experts implantés localement avec une fine connaissance des enjeux et des parties prenantes.

"Chaque lauréat sera accompagné par le bon interlocuteur localement", explique Tiphaine.

L'approche nationale ne sera pas oubliée pour autant. Des formations collectives seront organisées pour créer et maintenir le lien entre les projets, favoriser l'échange entre pairs mais aussi dispenser outils et conseils autour de la coopération, la gouvernance partagée, la structuration interne.

Cet accompagnement à deux échelles différentes devrait permettre aux projets de se consolider et se fixer localement tout en restant ouverts sur le monde.

"Le parcours sur 3 ans, c'est intéressant, il faut du temps pour créer des liens"

Autism Pro est un chantier d'insertion en maraîchage bio créé en janvier 2020 au sud de Toulouse. Entre le Covid et une équipe qui a eu du mal à se stabiliser, les débuts ont été difficiles. Aujourd'hui, le projet

est dans une dynamique de progression lente mais stable, un rythme proche de l'agriculture en quelque sorte. *"Ce qu'on a aimé dans l'accompagnement,* explique la directrice Marjolaine Doan, *c'est cet-*

te approche à la fois très personnalisée à certains moments et plus collective à d'autres. On nous a accompagnés sur la commercialisation pour trouver les bons tarifs, mettre en place la bonne stratégie commerciale, réfléchir à nos circuits de distribution. Tout ça se tenait lors de moments de formation individuelle. Et puis, il y avait ces grands rassemblements avec l'ensemble des porteurs de projet, des moments où l'on peut prendre du recul et souffler un peu. Les présentations des experts nous ont inspirés, les échanges avec nos pairs rassurés. Les visites chez les lauréats et les



séminaires parisiens nous ont permis de mieux nous connaître. Maintenant je peux prendre contact avec les autres lauréats quand j'en ai besoin.

Du côté de la MSA, ces deux niveaux d'intervention étaient pertinents

aussi. L'accompagnement national m'a permis d'aller chercher des subventions, de créer des liens avec Vinci par exemple. Localement, notre marraine MSA a également été d'un grand soutien pour nous ouvrir les portes de l'institution.

Elle nous a facilité la vie. Je sais que je pourrai la contacter hors programme Inclusion & Ruralité. C'est un lien qui va perdurer."

"Pour la MSA, la relation avec Autism Pro c'est un partenariat basé sur la co-construction. Nos échanges tout au long du programme ont permis une réelle interconnaissance de nos champs d'intervention. Marjolaine a repéré l'ensemble de l'offre de service MSA, de nombreux projets sont à venir..."

**Marie Costanzo,
responsable des travailleurs sociaux,
MSA Midi-Pyrénées Sud**



Enseignements sur les structures accompagnées et leur développement

Enseignement n° 5

La coopération permet de mieux aborder les enjeux liés aux spécificités rurales

Tout d'abord, quelle est la définition d'un territoire rural ? Depuis 2020, et suite aux travaux menés dans le cadre de l'agenda rural, l'INSEE retient une définition qui n'est plus fondée sur l'opposition du territoire rural par rapport aux aires urbaines mais uniquement sur des critères de densité de population. Sont donc des territoires ruraux l'ensemble des communes peu denses ou très peu denses. L'INSEE affine ensuite son analyse des territoires en fonction de la proximité plus ou moins grande de ceux-ci par rapport aux "pôles d'emploi" et à l'accès aux services. Sur le plan de l'insertion et de la démarche entrepreneuriale, ces derniers points peuvent constituer de véritables freins.

En effet, dans la plupart des territoires ruraux où se trouvent les lauréats, il est plus difficile qu'ailleurs de se loger, de se déplacer, de se soigner, de faire garder ses enfants... Cela a un impact sur le recrutement des salariés permanents ou en insertion, limite les opportunités de

marchés (la distribution des produits/services) et freine les sorties positives des salariés en insertion. *"Dans ces espaces reculés, la coopération est le seul moyen de pallier le manque de services,"* explique Gina Laplace, agent de développement social à la MSA Marne Ardennes



Meuse, qui a accompagné le projet ACI en Argonne Ardennaise. Celui-ci, porté à l'origine par un centre social, a développé un service de mobilité et des services à la personne pour tous les habitants afin de répondre aux principaux manques du territoire. L'ACI, devenu La Routourne, a mis en place un service de transport à la demande, un service de livraisons à domicile, un atelier vélo et un garage solidaire. Des véhicules peuvent aussi être mis à la disposition de salariés en situation précaire ou de personnes en formation (véhicules légers ou vélos électriques). Une collaboration a été établie avec une auto-école solidaire et le centre social complète ce soutien à l'insertion par de la garde d'enfants au travers d'activités extrascolaires...

Tous les territoires n'étant pas dotés de chantiers d'insertion comme La Routourne, il est important de tisser des liens et

de nouer des collaborations avec les structures qui vont permettre de faciliter l'accès aux services de première nécessité, pré-requis pour que des personnes viennent travailler dans les structures d'insertion.

Fin 2022, les 30 structures répondantes déclarent un total de 827 partenariats actifs avec des acteurs de leur territoire. Ces partenariats sont principalement noués avec des acteurs privés lucratifs, mais aussi avec des acteurs privés non lucratifs (269 partenariats soit 9 par structure en moyenne), et enfin, avec des acteurs publics et parapublics (261 partenariats soit 9 par structure en moyenne).

Données extraites du rapport intermédiaire d'évaluation d'impact social du programme



Pour le logement, il est intéressant de se tourner vers les organismes logeurs, les communes qui ont acheté des terrains et construit des logements sociaux ou les logements privés convertis en logements sociaux dans le cadre d'OPAH (opérations programmées d'amélioration de l'habitat)...

Sur le plan de la mobilité, encourager le co-voiturage, pousser à la création de lignes de bus par les communautés de communes, se rapprocher des auto-écoles solidaires peuvent être de bonnes idées. Pour la garde des enfants, les centres sociaux sont les meilleurs alliés.

“Quand un centre social est dans la boucle, c’est un véritable appui pour le projet, témoigne Gina.

Le centre social cherche des solutions et soutient réellement les salariés en insertion.” Enfin, il peut être

pertinent d’imaginer des partenariats avec des associations et collectivités pour favoriser l’accès à la culture. “Dans le domaine de la santé, c’est plus compliqué, confie Gina. Du fait de l’absence de services

d’urgence, il faut appeler le 15 ou les pompiers pour se faire conduire à l’hôpital le plus proche qui est souvent à plus de 40 kilomètres.”

“On ne peut rien faire sans être solidement arrimés à ses voisins”

C’est sur une presqu’île au bout du Morbihan que la Maison Glaz a posé ses bagages pour ouvrir un tiers-lieu qui explore et s’adapte au monde qui vient. “ Ici, on ne peut rien faire sans être fortement connectés aux autres. Tout ce qu’on imagine est partenarial, témoigne la fondatrice Akira Lavault. Il faut des prescripteurs pour sourcer des candidats, des partenaires sur l’accompagnement socio-professionnel. On mutualise un emploi de conseillère d’insertion professionnelle avec Optim’ism (Jardins de Cocagne), on a intégré EPI 56, une association



des structures d’insertion du coin. Tant en entrée de parcours qu’en sortie, on essaie de créer des passerelles avec des chantiers qui ont des personnes plus éloignées de l’emploi ou des employeurs prêts à accueillir nos salariés. Notre objectif en tant que SIAE c’est de donner un

métier, une formation, un accompagnement au retour à l’emploi. Dans l’accompagnement, on ne peut pas multiplier les casquettes. Sur la gestion budgétaire ou les violences faites aux femmes, on fait appel à d’autres structures. Et puis, de manière intrinsèque, l’insertion ça

ne peut pas se faire seul. C’est pour ça qu’entre les SIAE du coin, au sein d’EPI 56, on crée des “zones refuge” entre encadrants, avec des rencontres, des formations collectives, il faut se tenir chaud.

Sur le plan culturel, on a plein d’acteurs avec qui on bosse sur la programmation, on fait la courte échelle à d’autres projets

de tiers-lieux, on anime une école de la résilience du littoral. Mais les prochaines années et décennies, c’est un nouveau défi qui nous attend. Nous nous détachons progressivement du continent, il va falloir nous adapter à la montée des eaux. Notre chantier de coopération c’est avec la mer dorénavant.”



“L’engagement collectif favorise l’inclusion en créant des liens solides au sein des écosystèmes locaux, permettant ainsi de surmonter les barrières sociales et d’encourager la diversité.

Dans le contexte rural, la collaboration renforce l’accès aux ressources locales et stimule le développement, renforçant ainsi la cohésion territoriale.”

Anne Berthier, responsable adjointe en charge des interventions sociales du Morbihan, MSA Portes de Bretagne

Enseignement n° 6

L'hybridation des ressources rend les structures plus fortes et résilientes dans un contexte difficile



Voilà de nombreuses années que les projets de l'économie sociale et solidaire se développent. Bonne nouvelle ! Sauf que les financements publics ne suivent pas forcément la tendance et peuvent également fluctuer au gré des politiques publiques, y compris pour l'IAE et le handicap. L'instabilité des politiques publiques et des financements associés fragilisent struc-

turellement la capacité à se projeter à moyen terme dans les projets. Dans ce contexte, diversifier ses sources de revenus et ne pas compter uniquement sur les subsides publics semble être la voie raisonnable à emprunter.

"Au même titre qu'une structure compose avec plein de parties prenantes différentes (salariés, bénévoles, partenaires,

personnes en insertion), elle peut diversifier son modèle économique en multipliant les sources de revenus et ainsi gagner en autonomie et en résilience", explique Lison Lopez, cheffe de projet inclusion à la Caisse centrale de la MSA. En effet, la pluralité garantit la stabilité. Si un financeur vient à manquer, les autres sont encore là.

Diversifier ses revenus d'accord, mais comment s'y prendre concrètement ? C'est sur cet enjeu qu'ont été accompagnés les porteurs et porteuses de projet dans le cadre du programme Inclusion & Ruralité. *"Des échanges entre pairs nous ont permis d'aller vers de nouvelles sources de financement que l'on ne connaissait pas, témoigne Delphine Vandermeersch, fondatrice des Petites l'Ouches à Bernay. Des formations nous ont également permis d'apprendre à aller capter plus de fonds dans l'objectif de pérenniser nos modèles économiques."*

Pour les petites structures, l'exercice peut s'avérer compliqué faute de temps et de moyens. Heureusement, de nombreux réseaux accompagnent aujourd'hui les porteurs de projet sur ces sujets économiques en proposant des formations sur la recherche de fonds, les budgets, la trésorerie et la diversification de leurs revenus. De nouvelles pistes s'ouvrent alors : passer en coopérative pour avoir des parts sociales, faire appel

aux dons, construire une politique d'adhésion, développer une activité qui génère directement du revenu, s'associer à d'autres acteurs du territoire pour créer des filières ou répondre à des appels d'offres...

Hybrider ses ressources passe aussi nécessairement par l'hybridation de ses activités. Et là encore la pro-activité est un atout pour prévenir plutôt que subir et ne pas prendre de décisions au moment où l'on n'a plus le choix.

En d'autres termes, il s'agit de penser à l'après demain pour être serein demain. Un chantier d'insertion en maraîchage peut par exemple choisir de ne pas vendre uniquement ses produits à la ferme, mais plutôt de se tourner vers la restauration collective et se rapprocher d'acteurs publics, de développer des ateliers de sensibilisation payants pour les entreprises ou encore de mettre en place des semis participatifs...



“De cette manière, le porteur de projet démultiplie également sa communication et indirectement sa commercialisation, ça lui permet de se faire connaître de plein de façons différentes. Tout ça bien sûr, c’est de l’énergie, du temps”, ajoute Lison.

Si les entrepreneurs peuvent et doivent s’adapter à ces nouvelles règles du jeu, il serait dans le même temps souhaitable que la puissance publique leur simplifie la tâche. Comment ? En ne finançant pas que de l’innovation (ce qui pousse parfois

certaines structures à innover artificiellement) et en allouant des financements pluriannuels pour éviter d’avoir à refaire les dossiers chaque année et pouvoir inscrire les projets dans le temps plus sereinement.

“Diversifier nos activités nous a sauvé la vie”

Imaginer de nouvelles formes de financement et de revenus a été non seulement souhaitable mais en plus salubre pour l’association Deux Bouts, qui aide des personnes en situation de précarité en Gironde. *“Au début, on a commencé par faire du logement, témoigne le fondateur de l’association Stéphane Boutin. On avait un agrément d’intermédiation locative et 16 logements mais pas assez de financements pour nos actions, ce qui rendait notre association très précaire économiquement. En 2022, on a dû repenser notre modèle, restructurer l’association, nous séparer*



de deux salariés (sur 5) et développer d’autres types d’activités comme le maraîchage. On a donc monté notre ferme, ce qui nous a permis d’avoir accès à d’autres types de revenus

en amont mais aussi en aval en vendant nos fruits et légumes aux particuliers, à la restauration scolaire. Bientôt, nous allons développer des modules de formation agricole.

Nous avons désormais trois sources de revenus complémentaires : le logement, la production agricole et la formation. On peut ainsi accéder à du mécénat (on répond à une vingtaine d’appels à projets par an), on fait de la vente directe, qui nous permettra à terme d’être complètement à l’équilibre, et on sera demain organisme de formation. C’est simple, si on n’avait pas diversifié nos activités, on aurait mis la clé sous la porte.”



“L’association Deux Bouts a su développer des circuits courts tels que la vente directe à la ferme ou des ateliers pédagogiques avec les écoles, autant de projets innovants mis en œuvre en équipe ! Et toujours en valorisant l’accompagnement global des salariés en insertion et la richesse du partenariat entre référents et lauréats.”

Gaëlle Martin travailleuse sociale et
Clara Dumont conseillère technique
départementale, MSA Gironde

Enseignement n° 7

Le soutien des acteurs locaux est un gage de réussite

Peut-on porter un projet sur un territoire qu'on ne connaît pas ? Faut-il avoir des liens avec l'ensemble des élus locaux pour qu'il ait une chance de s'implanter ? Si l'insertion par l'activité économique n'est pas un sujet polémique, si créer et développer des emplois n'a jamais fait débat, avancer tout seul n'est ni souhaitable, ni jouable pour des structures de l'IAE. L'expérience l'a montré : le développement de l'activité sur un territoire rural est conditionné par l'accueil qu'en font les acteurs et notamment les élus locaux.

En réalité, c'est presque une question de sémantique. Un projet d'insertion par essence ne peut pas être hors sol puisque son objectif est précisément "d'insérer" des personnes dans un territoire. Il doit y trouver sa place, tisser des liens avec un maximum d'acteurs locaux,



se nourrir des ressources locales et les alimenter à son tour.

"Les axes de développement sont très stratégiques sur un territoire, explique Lison Lopez, cheffe de projet inclusion à la Caisse centrale de la MSA. Pour les porteurs de projets, il est important d'avoir des échanges fluides avec les acteurs locaux pour trouver des pistes de développement et le soutien associé, distribuer leurs

produits et services, bénéficier du bouche à oreille."

Dans une dynamique vertueuse, un projet évolue en fonction de la dynamique du territoire, s'imprègne de ses couleurs, développe de nouveaux services en fonction des besoins des habitants, grandit en s'appuyant sur les spécificités locales.

Pour cela, il est nécessaire de consacrer du temps pour s'ancrer localement.

Il est aussi souhaitable de faire connaître le projet aux acteurs locaux, aux associations et aux élus, de tisser des liens personnels avec les gens du territoire. L'objectif est que les acteurs locaux, publics, privés, lucratifs, à visée sociale... aient confiance aussi bien dans le projet que dans les personnes qui le portent.

Dans cette logique, les lauréats du programme Inclusion & Ruralité ont été invités à poser un regard sur les acteurs de leur territoire, identifier les forces en présence et s'en rapprocher. *"Les Directions Départementales de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS), par exemple, sont incontournables pour les projets d'IAE, explique Lison. Ils allouent les crédits pour les postes en insertion, peuvent décider du montant des aides dédiées."* Tout comme les départements, qui ont la compétence de l'action sociale, ou les communautés de communes, dont les équipes techniques assurent le suivi des

dossiers d'aménagement ou d'action de développement économique dans le temps.

"Rencontrer et tisser des liens avec ces acteurs prend du temps, confie Lison mais c'est indispensable. Dans le programme Inclusion & Ruralité, on observe que les porteurs de projet qui n'avaient pas le soutien des acteurs locaux, n'ont pas aussi bien fonctionné que les autres. Au bout de deux ans, les équipes se sont épuisées."

Si globalement, il est préférable de faire partie du territoire pour y implanter son projet, on peut aussi s'appuyer sur les acteurs pairs quand on le connaît

mal. C'est notamment ce qu'ont permis les rencontres inspirantes en créant des espaces de rencontres entre lauréats et structures locales. Certains porteurs de projet ont aussi demandé à des acteurs locaux de prendre part à leurs instances projet, d'intégrer les comités de pilotage par exemple.

Enfin, parce que les relations se construisent aussi souvent autour de moments informels, les portes ouvertes, les visites, même les apéros font partie des recommandations du programme Inclusion & Ruralité. *"C'est du temps long mais bien investi,"* assure Lison.



“Si les élus ne sont pas impliqués, beaucoup de portes peuvent se fermer”



En Normandie, à Bernay, l'association ACCÈS a créé un nouvel Atelier Chantier Insertion autour de la rénovation d'une ancienne ferme normande, l'Eco-Ferme Conservatoire des races et plants normands de Champeaux. Depuis ses débuts, Catherine Fossard, qui coordonne le projet, tisse des liens avec les acteurs locaux pour faire grandir le lieu. “L'objectif de l'Atelier Chantier d'Insertion est de “remettre en selle” des personnes fragilisées et de leur offrir

des débouchés à la sortie. Cela n'est possible que si l'on bâtit des liens avec les autres acteurs du territoire qui sont de potentiels employeurs ou pourvoyeurs de service tout au long du parcours (permis de conduire, soins, logement, accueil). Cela permet d'avoir un accompagnement dans la continuité. L'insertion est un parcours plus ou moins long en fonction des situations individuelles et il est important de le rendre le plus fluide possible.

Aussi, si je viens de cette région, j'ai auparavant quitté le territoire pendant 10 ans. À mon retour, il m'a fallu me remettre à niveau sur les nouvelles tendances, connaître les entreprises qui s'y étaient installées, découvrir les projets en cours, faire le tour des collectivités. Pendant deux ans, nous avons organisé un maximum de portes ouvertes, invité les acteurs locaux et les élus, présenté les réalisations et ambitions de l'Eco-Ferme aux Préfet de l'Eure et Sous-Préfet ainsi qu'aux différents élus locaux et, petit à petit, nous avons réussi à démontrer ce qu'il pouvait apporter au territoire. Cela demande beaucoup d'énergie mais c'est indispensable. Récemment, nous avons rejoint le programme Mieux manger pour tous dans le cadre du Plan Alimentaire Territorial porté par l'Intercom Bernay Terres de Normandie qui regroupe 35 structures locales. Reconnaissance du travail engagé !



“Ce projet de territoire porté par ACCÈS est un des atouts du Projet Alimentaire de Territoire (PAT) de l'Intercom Bernay Terres de Normandie. Il s'articule avec l'offre de services de la MSA Haute-Normandie et ses acteurs de terrain qui œuvrent au quotidien avec nos élus pour le développement des territoires ruraux.”

Samia laichouchen,
chargée de mission Action
Sanitaire et Sociale,
MSA Haute-Normandie

Enseignement n° 8

Les équipes encadrantes sont les piliers des dispositifs d'insertion, il faut les choisir avec soin

C'est souvent le casse-tête des structures inclusives du programme Inclusion & Ruralité : trouver les moutons à 5 pattes capables d'encadrer des personnes en parcours tout en étant experts dans le domaine d'activité de la structure. *"Ces profils sont difficiles à trouver en ruralité et jouent pourtant un rôle crucial dans la qualité de l'accompagnement et la pérennité des structures,"* explique Sara Asselin, directrice du pôle Insertion par l'Activité Économique de l'association Gammes qui accompagne des publics éloignés de l'emploi à découvrir ou redécouvrir le monde du travail. Selon les cas, il peut être indispensable de privilégier la technicité, tout en veillant à la capacité à accompagner des personnes fragilisées. *"Pour l'activité menuiserie par exemple, si la personne ne connaît*



pas le métier, elle ne peut pas encadrer une équipe. En revanche, dans une ressourcerie, il est moins nécessaire d'être spécialiste." Dans ce cas, les compétences humaines, l'accompagnement social, la connaissance des publics sont tout aussi importants voire plus que la capacité technique, qui peut s'acquérir.

Dans tous les cas, lorsque les équipes s'agrandissent, un savant mélange de compétences entre les encadrants permet de créer un dispositif solide. Il est possible également que les encadrants passent le diplôme une fois en place et suivent des formations spécifiques sur la gestion de l'agressivité, l'addiction...

Pour les petites structures, des échanges entre pairs permettent de prendre de la hauteur sur son métier, de trouver des réponses ailleurs. *"Il est important de ne jamais isoler un encadrant, il faut qu'il puisse discuter avec des gens qui le comprennent, visiter d'autres structures même si on pense qu'on n'a pas le temps",* rappelle Sara, qui a la chance de faire partie du collectif IAE 34 qui rassemble 35 structures d'insertion et organise des formations mutualisées. Mais les encadrants ne

sont pas les seuls à faire tourner les structures d'insertion. Les accompagnateurs socioprofessionnels jouent également un rôle clé. S'il est facile d'avoir beaucoup de candidats sur ces postes, les bonnes personnes doivent accepter d'évoluer dans un environnement en perpétuel mouvement. *"Quand je recrute un ASP, je lui dis que c'est une fourmilière, témoigne Sara. Dans un chantier d'insertion, on est percuté par beaucoup de choses."*

Au final, la bonne alchimie fonctionne quand encadrants et ASP travaillent de concert et que les principes de l'accompagnement sont bien partagés par l'équipe. *"On a parfois des tensions entre les encadrants qui ont besoin de main d'œuvre parce qu'ils doivent réaliser une production, respecter des délais et faire du chiffre d'affaires et les ASP qui proposent des emplois et des formations aux personnes en parcours, explique Sara. Dans les ACI,*



la devise c'est : *priorité à l'inclusion. Si les encadrants et les ASP ne sont pas en phase, ça peut être compliqué. Il faut être bien attentif à cela.*

Dans tous les cas, il est important d'échanger en équipe régulièrement sur ces points et de faire appel si besoin à des ressources extérieures, de faire venir des personnes qui font de

l'analyse de pratiques par exemple, d'en parler à des tiers. En effet, prendre de la hauteur permet chaque jour d'aller un peu plus loin.

“On a galéré à trouver le bon encadrant, à un moment, ça a mis la structure en danger”

Dans la région de Cognac, l'association Escale Emma permet à des jeunes en situation de handicap de travailler dans la vigne, vivier d'emploi de la région. Pendant plusieurs mois, l'association a tâtonné avant de trouver le bon profil d'encadrant. Le directeur, Cyril Basso, explique.



“Notre projet est à la croisée de l'agriculture et de l'inclusion, il faut savoir tailler des vignes et encadrer des personnes en situation de handicap. Au départ, on pensait que la priorité était d'avoir un professionnel de terrain et non un éducateur spécialisé. On a fait appel à un cabinet de recrutement spécialisé dans la viticulture mais ça n'a pas marché. Notre vision n'était pas la bonne. Les professionnels étaient motivés par le pro-

jet mais la gestion du handicap leur posait des problèmes.

On a décidé de faire autrement, d'embaucher une personne qui connaît la question du handicap. L'encadrant que l'on a recruté a bien l'équipe en main, est bienveillant, à la fois ferme et compréhensif.

Lui-même handicapé, il a développé une vraie connivence avec l'équipe. “Entre nous, on se comprend,” se plaît-il à rappeler régulièrement. Parmi ses atouts, ce lui de connaître les enjeux économiques et commerciaux, de faire de la gestion de projet, de travailler sur les savoir-être professionnels qui sont aussi importants que les savoir-faire

notamment dans le secteur de l'inclusion. Ça a été difficile de trouver le bon profil, la MSA nous a beaucoup aidés en faisant jouer son réseau, makesense nous a accompagnés sur la partie salaires (on a augmenté le revenu initialement prévu) et surtout on a arrêté de vouloir un mouton à 5 pattes. On a privilégié un profil expert de l'inclusion et ça a marché.”



“Les profils de poste ont beau avoir été rédigés précisément, avec la définition du rôle et de la place de chacun... l'alchimie avec les salariés et au sein de l'équipe repose avant tout sur des compétences humaines et une construction partagée, avec ses inattendus et ses découvertes.”

**Pascale Aubert, animatrice de territoire
Ouest Charente et Haute-Saintonge,
MSA des Charentes**

Enseignements sur l'impact social et environnemental des structures

Enseignement n° 9

Le fait de se saisir d'activités à forte utilité sociale comme supports d'activités renforce la pertinence de l'IAE

L'insertion par l'activité économique permet par définition à des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières de bénéficier d'un contrat de travail et d'un accompagnement renforcé spécifique. Mais de quel travail parle-t-on et toutes les activités se valent-elles ?

Dans le cadre du programme Inclusion & Ruralité, les emplois proposés par les structures lauréates contribuent à rendre leur territoire plus vivant, durable et inclusif. Certaines développent des activités agricoles, d'autres des dispositifs d'économie circulaire, d'autres encore inventent des services solidaires (conciergerie, bus

itinérant...). *“Les projets lauréats génèrent de nouveaux services sur les lieux de vie de celles et ceux qui travaillent pour ces structures novatrices, explique Marion Le Cam, Directrice de l'Offre de Services à la Caisse centrale de la MSA. Cela a des effets très vertueux tant pour le territoire que pour les personnes en inclusion car les emplois créés sont valorisants, valorisés et immédiatement productifs.”*

En effet, les emplois créés ont un triple intérêt pour l'ensemble des habitants. D'abord, ils sont accessibles, implantés localement à proximité des lieux de vie des personnes en parcours, ce qui est fondamental vu les difficultés de mobilité fréquemment rencontrées. Ensuite, ils rendent des services au territoire dont les personnes en insertion peuvent bénéficier : mieux manger,



mieux se déplacer, trouver des produits de seconde main moins chers.... Enfin, ils s'inscrivent dans une logique de transition écologique et sociale et, à ce titre, sont programmés pour durer.

Si ces emplois sont aussi pertinents, s'ils ont un lien aussi fort avec le territoire, c'est parce que les lauréats ont bâti leur projet en réponse aux problématiques locales. *“L'IAE doit trouver son marché, rappelle Marion. Pour développer des services, il faut trouver des clients et donc identifier un besoin et y répondre. C'est cela qui a porté les lauréats qui ont aussi une bonne dose d'intuition ou de conviction.”* Ainsi, du

Effets sur les salariés en parcours : 84% des salariés en milieu de parcours déclarent se sentir plus confiant(e)s vis-à-vis de leur avenir par rapport au début de leur parcours.

Bienfaits sur les territoires : les projets lauréats ont permis à 45% des habitants répondants de consommer de manière plus durable, à 43% de s'engager au service d'une cause ou d'un projet citoyen, et à 33% d'avoir accès à des produits ou services auxquels ils n'avaient pas accès auparavant.

Données extraites du rapport intermédiaire d'évaluation d'impact social du programme

côté de Bernay, les Petites l'Ouches ont développé une conserverie collaborative dans une région riche en productions locales insuffisamment valorisées. *“Cette conserverie rend service à tout le territoire, aux agriculteurs comme aux consommateurs, aux professionnels et aux collectivités,”* précise Marion. Dans un autre secteur, dans le Lot-et-Garonne, Label Plateforme 47, ayant identifié que peu d'entreprises disposaient d'une offre en seconde main pour leur matériel professionnel, a développé une activité de réemploi de mobilier professionnel et accompagne ses salariés dans les métiers de la logistique et du e-commerce.

Enfin, un tel dispositif a de vrais impacts sur l'inclusion des personnes en parcours. Les services proposés par les lauréats sont extrêmement valorisants et structurants parce qu'ils sont non seule-

ment utiles mais en plus visibles. Cette reconnaissance publique contribue à développer confiance et estime de soi, un précieux bagage pour reprendre pied dans la société, au-delà même de trouver

un emploi dans la filière ou l'activité dans laquelle s'est effectué le parcours IAE.

“On fait plein d'efforts pour le territoire en dehors de la production de légumes”

Dans le pays de Lorient, les compétences acquises dans les chantiers d'insertion de l'association Optim'ism sont comme les graines des champs. On les sème, elles poussent, deviennent de belles plantes et finissent par se re-semer ailleurs à leur tour. *“On a fortement mis l'accent sur le maraîchage biologique, explique Nicolas Rivière, responsable d'un des 10 sites Optim-ism. Récemment, on a créé le dispositif “Fais pousser ton emploi”, qui permet aux personnes en parcours qui veulent lancer leur activité agricole de tester leur projet pendant deux ans et de se faire accompagner. C'est un genre de pépinière agricole.*



Le défi est de monter un maximum d'exploitations agricoles sur le territoire. On a besoin de paysans pour le monde de demain.”

L'association joue également un rôle de sensibilisation au bien manger et à

l'agriculture durable et de promotion du métier de maraîcher bio en organisant des visites à la ferme, des animations dans les écoles, des projections.

“Tout cela a créé des vocations, raconte Nicolas.

On est attractifs, on n'a pas de problème à recruter des personnes qui s'épanouissent dans ce cadre de nature. Les salariés qui sortent de notre structure sont dans une dynamique positive et décident pour certains de continuer dans le secteur agricole. Aussi, depuis quelque temps, nous avons réussi

à nouer des liens avec les agriculteurs du coin (au début ce n'était pas évident). Désormais on produit des légumes pour les maraîchers qui ont besoin de compléter leur gamme en direct. Dans un ou deux ans, il est envisagé de mettre en place une plateforme logistique spécialisée dans l'approvisionnement

de la restauration collective. Personne ne marche sur les plates-bandes de personne, on a réussi à créer de vraies complémentarités.”

“Le programme Inclusion & Ruralité a permis de soutenir un projet piloté par une structure qui, du fait d'une expérience antérieure forte, a su impulser une vraie dynamique économique, valoriser le monde agricole et consolider des projets d'installation. En ce sens, ce programme est un succès et a une vraie portée sur le territoire rural.”

Laëtitia Goizel, chargée de missions service Intervention Sociales, MSA Armorique

Enseignement n° 10

Sur les territoires, les structures inclusives ont un impact fort sur la cohésion territoriale

Dans les territoires ruraux, le vivre ensemble est bien plus qu'un simple concept, c'est une réalité ancrée dans le quotidien des habitants. Les projets lauréats du programme Inclusion & Ruralité jouent plusieurs rôles dans cette cohésion sociale. D'abord, ils produisent des biens et services qui créent du lien et de la coopération. Ici des chantiers d'insertion autour du maraîchage bio, là des services à la per-

sonne, plus loin du co-voiturage. Chacun de ses projets s'inscrit dans son territoire, l'enrichit, crée de nouveaux débouchés et déclenche des échanges avec ses habitants. Par ailleurs, aucun projet lauréat n'agit seul dans son coin, tous sont connectés à une multitude d'acteurs.

Aussi, les structures d'insertion permettent à des publics éloignés de se rencontrer, de se découvrir et,

à terme, de dessiner une société plus inclusive. *"Les habitants peuvent prendre part dans les gouvernances des projets, explique Marion Le Cam, Directrice de l'Offre de Services à la Caisse centrale de la MSA. Certains sont membres des conseils d'administration, d'autres bénévoles."*

Cette rencontre entre habitants et personnes en parcours est importante parce qu'elle fait tomber les



murs, casse les a priori et les fantasmes.

Le regard porté sur les chantiers et les salariés d'insertion évolue. Ces derniers, qui se sentent souvent isolés et exclus, sont ici reconnectés au monde et en prise directe avec le territoire et les personnes qui y vivent. Ils sont plus facilement valorisés et intégrés.

Parmi les exemples, API Trucks dans l'agglomération du Pays d'Issoire, près de Clermont-Ferrand, est particulièrement remarquable. *"L'association joue un rôle formidable dans la déconstruction du handicap. Un ancien véhicule du SMTC (transports collectifs clermontois) adapté et relooké fait le tour des communes en proposant de la restauration locale, des activités pour offrir divers services aux habitants, un relais d'information, un soutien aux démarches administratives... le tout grâce à des salariés en insertion professionnelle dont la majorité est*



en situation de handicap. C'est magique !"

Au-delà des bénéfices sociaux, ces rencontres favorisent également le développement économique local. On décroïsonne ainsi les sujets de l'emploi et de l'utilité territoriale.

En encourageant l'insertion professionnelle des personnes en difficulté, on stimule la création d'emplois au sein de la région. En valorisant ces dispositifs d'insertion, on booste les opportunités commer-

ciales. Et en offrant plus de sens aux bénéficiaires de ces services, on renforce la fierté d'appartenir à ce territoire. *"Lorsqu'un viticulteur cherche de la main d'œuvre pour la taille des vignes et qu'il se tourne vers un chantier d'insertion, il se dit qu'il contribue positivement au vivre ensemble", rappelle Marion.*

“Nous sommes devenus un pôle territorial de coopération économique”



Lorsque 3 recycleries en chantiers d'insertion collaborent sur le territoire gardois, elles créent Les Remendaires (Réparateurs en Occitan), un projet partenarial qui couvre 102 communes, emploie 70 salariés en insertion et est récemment devenu PTCE, un pôle territorial de coopération économique. Maud Bousquet, en charge de la coordination du projet, revient sur cette coopération.

“Depuis 2017, on collabore entre nos trois structures. On a mutualisé des chantiers “pierre”, des ressources humaines (chargée de projet, encadrant technique et conseillère d'insertion professionnelle), acheté un camion en commun, diversifié nos activités et petit à petit notre partenariat est devenu visible. En 2020, on a postulé à l'appel à projets Inclusion & Ruralité et lorsque la direction départementale de

l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) nous a parlé des PTCE, on s'est lancés. On a été labellisés en 2021 et, en 2022, on a obtenu 100 000 euros pour deux ans.

Aujourd'hui nous avons réuni 25 acteurs autour de la table, région, département, communautés de communes, structures d'insertion, artisans, organismes de formation.

Notre mission est d'animer, de mettre en réseau des acteurs qui ne se côtoyaient pas. Notre projet Remendaires s'inscrit dans une approche d'écologie industrielle territoriale (le déchet de l'un est la ressource de l'autre). L'idée est de recréer de l'emploi local, de sourcer les matériaux sur le territoire. Cette cohésion inter-territoires nous permet de monter des projets conséquents et d'aller chercher des financements pour nos projets

de conserverie solidaire, de plateforme logistique mutualisée pour les acteurs du réemploi dans le Gard, d'offre de broyage des végétaux pour particuliers et professionnels. Cela nous permet également de répondre aux plans climat du territoire, de s'inscrire dans les plans locaux de réduction des déchets, climat, énergie...

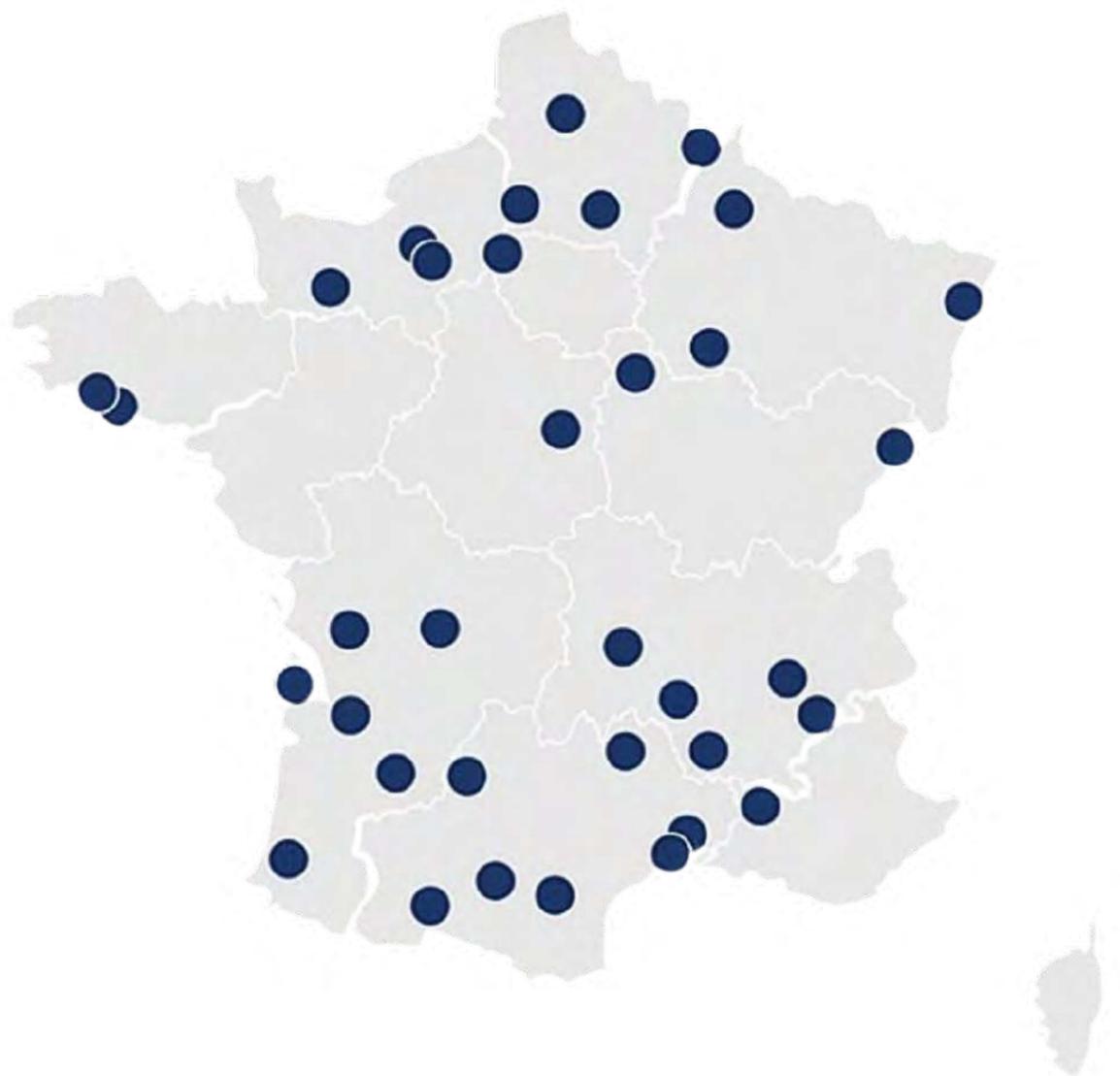
En 2 ans, on a réussi à faire travailler des territoires qui n'ont jamais œuvré ensem-

ble. On a créé un discours commun, une entité commune, et on est beaucoup plus impactants. C'est vraiment l'appel à projets de la MSA qui nous a poussé à ça.”

“Selon le proverbe “seul on va plus vite, à plusieurs on va loin”. C'est particulièrement vrai pour les Remendaires. On voit que le projet est porté collectivement au service unique de la population. En tant que référente MSA, j'ai pu constater que le programme Inclusion & Ruralité a permis de faciliter l'ancrage territorial au-delà de toutes frontières”.

Samira Khallou, chargée de développement social territorial, MSA du Languedoc

Les projets lauréats Inclusion & Ruralité



Les lauréats du programme Inclusion & Ruralité se sont engagés pour 3 ans. Ils étaient 35 au démarrage. Quatre d'entre eux ont été confrontés à des difficultés, souvent liées aux territoires, les obligeant à cesser leur projet, dans leur forme initialement imaginée. Aujourd'hui, 31 structures sont actives.

Voici le descriptif de leurs projets, la structure porteuse et le territoire MSA sur lequel les projets sont implantés.

Pour toute information complémentaire sur le programme et les lauréats, rendez-vous sur <https://inclusion-ruralite.msa.fr/>

“Des palettes pour l’emploi” porté par l’association CAFES (MSA Alpes du Nord)



CAFES, situé sur le plateau Matheysin (38), un territoire rural et montagnard au sud de l'Isère, propose le projet “Des palettes pour l'emploi” ciblant prioritairement les femmes. Cet ACI Menuiserie intègre une approche environnementale et renouvelle l'offre d'insertion sur le territoire. CAFES maintient une collaboration dynamique avec les partenaires locaux, démontrant son adaptabilité aux besoins changeants des personnes en insertion et d'autres publics.

“Tero Loko” (MSA Alpes du Nord)

TERO LOKO est situé sur la commune de Notre Dame de l'Osier (38). Avec ses deux ACI, maraîchage et boulangerie, elle propose une solution pour faciliter l'intégration des migrants. L'association a une forte volonté de créer de l'animation de territoire - par la participation des habitants - autour de l'activité de lien social. Véritable alternative citoyenne pour permettre aux personnes accueillies de sortir de l'urgence sociale et d'entrer dans une dynamique de projection.



“Le cercle des poubelles disparues” porté par l’Université Populaire Ventoux (MSA Alpes Vaucluse)



Porté par l’Université Populaire Ventoux, le Cercle des Poubelles Disparues permet aux habitants de mieux maîtriser leur production de déchets, d’accompagner les collectivités dans la gestion de proximité des biodéchets et d’installer une dynamique citoyenne dans un secteur d’avenir en termes d’emploi. Via un Atelier Chantier d’Insertion (ACI) le métier d’ambassadeur de l’environnement est né : des salariés en transition sont formés pour mobiliser les habitants autour de la pratique du compostage, entretenir et animer des sites de compostage partagé...

“La lande fertile” portée par Optim’ism (MSA Armorique)

Une opération inédite de revalorisation des friches agricoles a permis l’installation d’une ferme légumière à Moëlan sur Mer (13 hectares). La Lande Fertile cultive des légumes bio en demi-gros, destinées à la vente à des professionnels, notamment la restauration collective (15 établissements scolaires, 5700 repas par jour). Elle permet à 8 salariés, accueillis quotidiennement, de reprendre le travail, de découvrir les métiers de l’agriculture bio. Un projet de plateforme logistique facilitera la préparation des légumes et associera d’autres producteurs pour mieux



répondre aux demandes des collectivités. Ce projet, inscrit dans le Projet Alimentaire Territorial du pays de Quimperlé, a aussi une portée pédagogique avec l’accueil des scolaires.

“API Truck’s” porté par l’agglomération du Pays d’Issoire (MSA Auvergne)

API Truck’s est une Entreprise Adaptée (EA) dont l’activité est la suivante : un bus itinérant offrant sur les communes les plus rurales de l’agglomération du Pays d’Issoire (63) un café/épicerie, un espace de rencontre, un relais d’informations des services de la collectivité, un soutien aux démarches administratives. API Truck’s favorise l’insertion professionnelle de personnes en situation de handicap, les liens sociaux, l’attractivité du territoire auprès d’une population rurale.



“Germinal” porté par le Groupe SOS (MSA Auvergne)

Germinal est une Entreprise d’Insertion par le Travail Indépendant implantée au Puy en Velay (43). Son objectif est d’accompagner vers l’entrepreneuriat des personnes en difficultés sociales (bénéficiaires du RSA, chômeurs de longue durée en pré ou post création d’entreprise artisanale), favoriser leur autonomie ; sur place sont proposés un accès à des ateliers, matériel, formation, accompagnement social, en présence d’encadrants techniques, conseillers en Insertion, en partenariat avec des acteurs locaux.

“Sauvegarde et Valorisation du Patrimoine Légumier en Région Centre-Val de Loire” portée par ISA Entraide (MSA Beauce Coeur de Loire)



ISA Entraide est un chantier d'insertion implanté dans le Cher (18), portant une activité de maraîchage bio. Elle a lancé en 2015 le projet de Sauvegarde et Valorisation du Patrimoine Légumier autour de trois variétés anciennes et locales de légumes, devenant ainsi mainteneur des trois variétés (préservation d'un stock de sécurité de graines). Les légumes sont ensuite transformés avant leur mise en vente dans le circuit de consommation. L'association accompagne les chercheurs d'emploi de son territoire dans la structuration de leur projet socioprofessionnel.

“Les jardins du Coteau” portés par la ville de Joigny (MSA Bourgogne)

Afin de répondre à un triple enjeu (social, économique et environnemental), la ville de Joigny a initié la création d'une structure d'insertion par l'activité économique “les jardins du coteau”. L'activité principale est la production maraîchère biologique sur le territoire jovinien, destinée à approvisionner les restaurations scolaires municipales. L'association recrute en particulier les demandeurs d'emploi (éligible IAE) de longue durée et/ou bénéficiaires du RSA issu du territoire.

Les Jardins
du Coteau
vitamine17



“L'Escale Emma”, portée par l'association Fraineau (MSA des Charentes)

Créée en octobre 2021, Escale Emma est une entreprise adaptée qui accompagne et encadre des travailleurs en situation de handicap dans les domaines de la viticulture et des espaces verts, sur le territoire du cognaçais. Elle a pour ambition d'amener les personnes à trouver leur place dans la société et changer le regard sur le handicap, tout en répondant aux besoins de travaux manuels des viticulteurs. Elle accueille 7 à 8 salariés, accompagnés par un encadrant technique.

“Label Plateforme 47”, porté par Label Emmaüs (MSA Dordogne - Lot et Garonne)

labelplateforme 47
la logistique au service de l'insertion et du réemploi
par label emmaüs

Label Plateforme 47 est une entreprise d'insertion créée en 2021 qui accueille des publics les plus en difficultés face à l'emploi, à savoir les femmes, les jeunes, les bénéficiaires du RSA. Elle se situe à l'éco-parc de Damazan en Lot et Garonne. C'est une plateforme logistique dont l'objectif est de regrouper des outils de recyclage, de valorisation, innovants, solidaires et complémentaires. Label Plateforme 47 œuvre pour le réemploi de tous types de mobiliers.

“Re Bon Recyclerie citoyenne”, porté par Re Bon (MSA Franche-Comté)



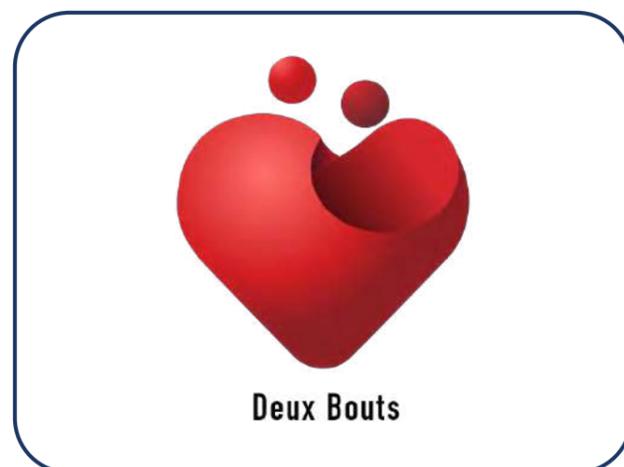
L'association Re Bon a été créée en 2019 suite à une démarche citoyenne impliquant de nombreux acteurs du territoire. Elle est située dans une zone rurale frontalière avec la Suisse dans le Doubs, à Maîche, commune d'environ 4000 habitants.

La principale activité de cet Atelier Chantier d'Insertion est une Recyclerie : accueil du public et des dons, valorisation et réparation d'objets et des ventes en magasin.

En 2023, elle a lancé une activité de transport à la demande solidaire : Allo Kangourou.

“La Ferme Deux Bouts” portée par Deux Bouts (MSA Gironde)

La Ferme Deux Bouts est un chantier d'insertion né en 2021 portant une activité de maraîchage agro forestier (certifié Agriculture Bio), à Vayres en Gironde. Elle propose une réinsertion sociale et professionnelle de bout en bout en accompagnant les personnes en situation de grande précarité dans le logement et vers l'emploi. L'association propose de la vente en direct à la ferme, la livraison de paniers, fournit les établissements scolaires avec lesquels elle tisse des partenariats.



“Vignes solidaires” portées par Ares Coop (MSA Gironde)



Vignes Solidaires est un chantier d'insertion à Hourtin, en Gironde, développant une activité de travaux viticoles. Le projet est d'adapter les métiers viticoles à l'insertion via un suivi social renforcé, individualisé et mobile, et de repenser les conditions de travail de ces activités en les valorisant : formation aux différents métiers pour une réponse complète aux besoins de sous-traitance des vignobles, construction avec les partenaires, actions plus respectueuses de l'environnement.

“Recyclerie du pays de Bray” (MSA Haute Normandie)

Soucieux de lutter contre le gaspillage et la préservation de l'environnement, la Maison d'Economie Solidaire du Pays de Bray (MES), dans l'Oise, a ouvert en 2023 L'ESSpace150°. Il s'agit d'une "Recyclerie-Ressourcerie" sur le territoire rural de la C.C. des 4 Rivières en Seine-Maritime à Gournay-en-Bray. 12 salariés en insertion réalisent la collecte d'objets, la valorisation en atelier, la vente des objets dans son magasin solidaire et contribuent à sensibiliser la population à de nouvelles formes de consommation, axées sur la réparation et le réemploi d'objets.



“Les Petites l’Ouches” (MSA Haute Normandie)



Les Petites l’Ouches est un atelier chantier d’insertion sur le territoire du Pays d’Ouches à Bernay dans l’Eure en Normandie. Il s’agit d’une légumerie /conserverie structurant le Projet Alimentaire de Territoire (PAT) de l’Intercommunalité Bernay Terres de Normandie. L’entreprise contribue au développement des filières alimentaires de proximité et au tissu économique local en approvisionnant la restauration collective et en créant des emplois en insertion. A ce jour, 20 salariés en parcours d’insertion participent à la résilience alimentaire du territoire.

“Terre de Champeaux” portée par Accès (MSA Haute Normandie)

Le domaine “Terre de Champeaux” situé à Bernay est une “éco-ferme pédagogique” consacrée à un conservatoire de 23 races animales normandes ainsi qu’à la production de fruits et de légumes anciens. 3 activités y sont déployées : rénovation et entretien du patrimoine, l’entretien des espaces verts, polyculture agricole. Cet espace de 7 hectares contribue à la (re)mobilisation des personnes éloignées de l’emploi. 26 salariés y sont en parcours d’inclusion. Ce projet



de territoire, porté par ACCÈS, est un des atouts du Projet Alimentaire de Territoire de l’Intercommunalité de Bernay Terres de Normandie.

“Recyclerie Numé” portée par l’association Génération Solidaire (MSA Ile-de-France)



L’association Génération Solidaire a créé un chantier d’insertion, dans les Yvelines, dans le domaine du numérique en direction de personnes sans emploi, en insertion socio-professionnelle. Cette Recyclerie d’objets informatiques/ numériques (Pc, téléphone) accueille des personnes en insertion formées pour apprendre à reconditionner le matériel confié pour qu’il soit revendu sur place. Tout citoyen ou entreprise peut donner du matériel à recycler ou le confier pour réparation. Il est aussi prévu d’accueillir un bar à couture (chantier d’insertion) pour devenir, à terme, un tiers lieu.

“Les Remendaires” portés par l’association Calade (MSA Languedoc)

Les Remendaires regroupent 3 associations de l’IAE : Calade, Pays Cévenol et Pierre Mendès France. Labellisés PTCE, 4 filières sont développées : le réemploi-recyclage (formation qualifiante d’Agent valoriste) ; l’alimentation durable (soutien à la création d’un tiers lieu) ; l’écoconstruction (montage briqueterie en terre crue) et les déchets verts-biodéchets (composteurs collectifs et développement du broyage pour particuliers). 4 territoires sont couverts (Pays de Sommières, Piémont Cévenol, Pays d’Uzès et Pont du Gard), soit 102 communes dont 3/4 en ZRR.





“La conciergerie solidaire en pays Cœur d’Hérault” portée par l’association convergences 34 (MSA Languedoc)

La conciergerie solidaire en cœur d’Hérault de l’association convergences 34 a été développée à la ressourcerie de Saint-André-de-Sangonis. Cet espace laverie-repasserie emploie des personnes en parcours de réinsertion : il leur offre une découverte et un choix sur l’ensemble des activités de la ressourcerie. Il a engendré de nouvelles compétences pour les encadrants et salariés et une nouvelle offre aux entreprises locales et habitants : chantier maraîchage, office de tourisme, service parentalité.

“Terres et Partages en Gévaudan” porté par l’association Le Clos du nid (MSA Languedoc)

Le projet Terres et Partages développe une pépinière de plantes médicinales et aromatiques en employant des salariés en insertion. Elle permet à la fois le développement économique de cette filière spécifique en direction de partenaires locaux et l’accompagnement vers l’emploi de personnes qui en sont éloignées.



TERRE ET PARTAGE
EN GEVAUDAN

“Le Comptoir Fraternel” (MSA Limousin)



Le Comptoir Fraternel, association créée en 2018, est un chantier d’insertion dont le support est une exploitation maraîchère bio située sur la commune de Cussac (87-zone ZRR). Ils produisent des plants, des légumes de saison vendus en collectivité scolaire ou EPHAD, sous forme de paniers et à la ferme. Il y a 2 salariés permanents et une CIP mise à disposition par une structure d’insertion située à 30km. A ce jour, il y a 8 salariés en insertion, qui sont orientés par les missions locales, le conseil départemental ou France travail.

“La Routourne ” portée par FJEPCS La Passerelle (MSA Marne Ardennes Meuse)

Développé par un centre social au sein d’un EPCI très rural, l’Atelier Chantier d’Insertion en Argonne Ardennaise a changé de statut le 01/01/2024 pour devenir une association autonome La Routourne. Les activités développées sont la formation aux métiers du service à la personne, le transport à la demande, les livraisons à domicile, l’atelier vélo et un garage solidaire. Il répond à la double problématique de la population vieillissante de ce territoire : maintien à domicile et mobilité.





“La filière d’éco-construction” portée par l’association le Chênelet (MSA Marne Ardennes Meuse)

La Filière d’Éco-construction de l’association le Chênelet a été créée dans le Nord des Ardennes en s’appuyant sur une scierie, elle-même développée sous forme d’un Atelier Chantier d’Insertion. Son objectif est de satisfaire les besoins locaux en construction écologique (bois) tout en formant des salariés à ce type de métier en tension.

Cet ACI travaille essentiellement pour des collectivités locales (construction de logements sociaux...).

“Quercy Contacts” (MSA Midi-Pyrénées Nord)

Quercy Contacts est une association du Lot qui a pour objet social de favoriser l’insertion professionnelle de publics éloignés de l’emploi. Son projet est d’implanter une antenne à Lalbenque, territoire très rural, afin de proposer un accompagnement de proximité et concerté avec tous les acteurs sociaux et de l’emploi. Ainsi, l’antenne assurera l’accompagnement socio-professionnel et la mise en relation avec les pourvoyeurs d’emploi.



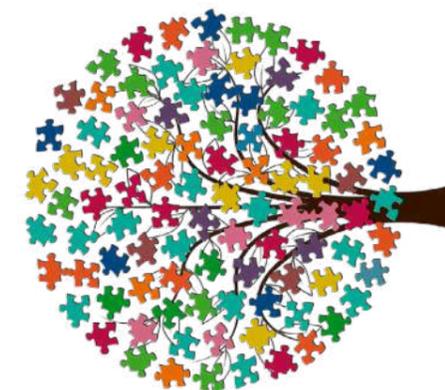
“L’épicerie sociale et solidaire” portée par LA CASA (MSA Midi-Pyrénées Sud)



LA CASA - Lieu d’Accueil Convivial d’Activités Solidaires et Associatives- est une épicerie sociale et solidaire qui est le support d’un chantier d’insertion. Association fondée en 2018, elle a pour ambition de “favoriser l’autonomie, susciter l’épanouissement personnel et le vivre ensemble”. Située à Saint-Gaudens en Haute-Garonne (31), le développement d’une épicerie itinérante est au cœur du projet.

“Les Jardins Bleus” portés par Autism’pro (MSA Midi-Pyrénées Sud)

L’association Autism’pro a créé le 1er chantier d’insertion de France spécialisé dans l’accueil de personnes autistes : Les Jardins Bleus. Il s’agit d’une ferme de transition professionnelle située à Auterive dans la périphérie toulousaine qui favorise l’insertion sociale et professionnelle de jeunes et adultes avec autisme, via la culture et la vente de légumes bios... Depuis 2020, date de création, l’association a créé plus de 10 ETP.



“L’association intermédiaire Artois Technique Service” (MSA Nord-Pas-de-Calais)



Suite à une étude d’opportunité de 9 mois, l’association intermédiaire Artois Technique Service s’est lancée dans l’entretien des espaces verts en milieu rural. L’objectif premier a été de proposer aux bénéficiaires du RSA, aux demandeurs d’emplois de longue durée et aux jeunes en situation de décrochage scolaire résidant sur le territoire des Campagnes de l’Artois (EPCI) un outil d’insertion supplémentaire et complémentaire permettant de sécuriser et consolider leur parcours professionnel.

“Eco-corps de ferme”, porté par A la Bonne Ferme (MSA Picardie)

Rebondir par la terre. L’association A la Bonne Ferme, à Vaumoise (60), accompagne et forme des personnes éloignées de l’emploi au sein d’un atelier chantier d’insertion, sur une activité de maraîchage biologique et en permaculture. L’innovation technologique est aussi au cœur du projet, sur les éléments de culture et par la construction d’un éco-corps de ferme. La dynamique territoriale soutient la pérennité de l’association par la vente des produits issus du maraîchage.



“Maison Glaz” portée par Grand air SAS (MSA Portes de Bretagne)



FABRIQUE JOYEUSE DE
LITTORAL EN TRANSITION

Maison Glaz est un tiers-lieu à l’entrée de la Rade de Lorient (56), zone dévitalisée au départ de l’armée et constituée principalement de résidences secondaires. Ils ont transformé un centre de vacances en un camp de base au service de l’action climatique et sociale. Ce lieu soutient 3 causes : redynamiser le territoire, créer du lien social et penser l’adaptation au changement climatique. Au comptoir, à l’accueil, au bar, pour s’occuper des voyageurs et des locations, entretenir le bâtiment et les espaces verts, les 9 personnes de l’équipe de l’entreprise d’insertion sont à la manœuvre.

“Légumerie-conserverie anti-gaspi et apprenante”, portée par l’association Agri-Renfort (MSA Sud-Aquitaine)

Agri-renfort a intégré un consortium départemental créé pour développer un projet de légumerie/ conserverie départementale gérée par les entreprises adaptées du département des Landes. L’objectif de ce consortium est de créer 1 ou 2 plateformes agroalimentaires sur le département. Agri-renfort interviendra sur la phase de production.



“Auto-école solidaire” portée par l’association Du cœur au travail (MSA Sud Champagne)



Au cœur du vignoble aubois (Bar sur Seine), l’association “Du cœur au travail”, compte 2 ACI - Patrimoine et Services à la personne. Pour répondre à la problématique de la mobilité, l’association propose un parc de 15 scooters mis à disposition ou loués uniquement pour de l’insertion professionnelle. Pour approfondir la démarche, l’association a créé une auto-école solidaire pour aider les salariés en insertion et les habitants en situation de précarité à passer leur permis de conduire et ainsi favoriser leur autonomie et l’accès à l’emploi.

Remerciements

La MSA tient à remercier chaleureusement tous les acteurs impliqués dans Inclusion & Ruralité depuis son démarrage et toutes les personnes qui ont contribué à élaborer ce mémento qui retrace les enseignements clés de ce programme innovant.

Un grand merci...

.. à Thibaut Guilluy pour son soutien depuis l’émergence du projet et aux équipes de la Délégation générale à l’Emploi et à la Formation professionnelle pour leur implication

...aux 35 porteurs de projet lauréats, aux élus et élues, aux bénévoles, à tous les salariés et salariées en insertion, aux équipes encadrantes et aux permanents pour leur engagement sur le terrain au quotidien et au sein de la communauté Inclusion & Ruralité.

...aux référents et aux référentes MSA, à leurs responsables, aux agents de direction et élu(e)s MSA pour avoir embarqué à bord du programme, pour avoir été aux côtés des lauréats pendant trois ans.

...aux partenaires et leurs équipes pour leur mobilisation, leurs bonnes idées toujours au rendez-vous, leur implication et la qualité de l’accompagnement proposée.

...à nos partenaires financeurs qui ont permis au programme de porter haut et fort ses ambitions.

...aux administrateurs de la Caisse centrale de la MSA, et tout particulièrement les élus du Comité d’Action Sanitaire et Sociale et du Conseil d’Administration de Laser Emploi d’avoir soutenu cette initiative audacieuse et les équipes dans son déploiement.

...aux équipes de la Caisse centrale de la MSA d’avoir ouvert la voie en inventant Inclusion & Ruralité, d’avoir assuré la coordination du programme et impulsé toujours plus de nouvelles idées.

...et enfin aux membres du comité éditorial de cet ouvrage pour la pertinence de leurs apports et leur enthousiasme.

Glossaire

ACI : atelier chantier d'insertion
ASP : accompagnateur socioprofessionnel
BGE : boutiques de gestion qui accompagnent les entrepreneurs en France
CC : communauté de communes
CIP : conseiller en insertion professionnelle
CRESS : Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire
DDETS : Directions Départementales de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
DGEFP : Délégation générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle
DLA : dispositif local d'accompagnement
EA : entreprise adaptée
EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
EITI : entreprise d'insertion par le travail indépendant
E&MISE : Évaluation & mesure d'impact social et environnemental
EPCI : établissements publics de coopération intercommunale
ETP : équivalent temps plein
FJEPCS : Familles Jeunes Education Projets Citoyens et Solidaires
GES : groupement économique solidaire
IAE : insertion par l'activité économique
INAE : Association dédiée au développement de l'Insertion par l'Activité Économique sur les territoires de la Nouvelle-Aquitaine
INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques
OPAH : opérations programmées d'amélioration de l'habitat
PAT : projet alimentaire territorial
PTCE : pôle territorial de coopération économique
SIAE : structure d'insertion par l'activité économique
ZRR : zone de revitalisation rurale





santé
famille
retraite
services

INCLUSION & RURALITÉ

Comment l'inclusion peut-elle contribuer à rendre les territoires ruraux plus innovants, attractifs et résilients ?

Quel accompagnement permet aux projets de pérenniser leurs activités, tout en répondant aux besoins sociaux et en prenant soin des salariés ?

Pendant 3 ans, la MSA, via son programme Inclusion & Ruralité a soutenu 35 structures innovantes aux quatre coins de la France. Grâce aux partenaires impliqués, tous les porteurs et porteuses de projet ont été outillés, financés et accompagnés pour essayer leurs solutions.

Qu'a-t-on appris de cette expérimentation ? Ce mémento rédigé à partir des retours et expertises du terrain permet de retenir 10 enseignements clefs et de les partager.

Bonne lecture.